



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1998/246  
17 mars 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 17 MARS 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU  
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA  
POLOGNE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le texte de la décision 218 concernant la situation au Kosovo, adoptée à la session extraordinaire du Conseil permanent de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le 11 mars 1998.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Eugeniusz WYZNER

ANNEXE

Décision 218 sur la situation au Kosovo, adoptée à la session extraordinaire du Conseil permanent de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le 11 mars 1998

Le Conseil permanent, siégeant en session extraordinaire,

Vivement préoccupé par la crise au Kosovo (République fédérale de Yougoslavie), et demandant instamment aux parties concernées de mettre fin sans condition à toute forme de violence,

Condamnant le fait que la force ait été utilisée de façon excessive et sans discernement au cours des opérations de police menées au Kosovo, qui ont fait environ 80 morts au cours de la semaine écoulée,

Insistant sur le fait que tout acte de terrorisme est inadmissible et en appelant à toutes les parties concernées pour qu'elles rejettent le recours à la force à des fins politiques,

Rappelant les déclarations faites par le Président en exercice les 2 et 10 mars 1998 sur la situation au Kosovo,

Consciente de ce que la crise au Kosovo n'est pas seulement une affaire interne à la République fédérale de Yougoslavie, parce que des actes contraires aux principes de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et aux engagements en matière de droits de l'homme ont été commis et que cette crise a des répercussions importantes sur la sécurité d'une région, et tenant compte aussi du fait qu'il faut que la communauté internationale agisse immédiatement pour empêcher une nouvelle surenchère,

Engageant les autorités de Belgrade et les chefs des Albanais du Kosovo à assumer leurs responsabilités en engageant sans conditions préalables un dialogue constructif, sur la base du respect intégral des principes et des engagements de l'OSCE, notamment ceux qui sont énoncés dans l'Acte final de la Conférence d'Helsinki, et affirmant que l'OSCE est prête à oeuvrer dans ce sens,

1. Prend note avec satisfaction des activités entreprises par le Président en exercice touchant la crise au Kosovo, et l'invite à poursuivre son action visant à ce que l'OSCE contribue efficacement à la recherche d'un règlement pacifique;

2. Souscrit au principe d'une nouvelle mission confiée à M. Felipe Gonzalez en tant que Représentant personnel du Président en exercice pour la République fédérale de Yougoslavie, dont le mandat porterait notamment sur les problèmes du Kosovo;

3. Exprime sa gratitude à M. Max van der Stoep pour le travail qu'il a accompli, son expérience et ses compétences étant une aide précieuse pour l'OSCE dans les efforts qu'elle déploie pour trouver une solution aux problèmes de la région;

/...

4. Donne son autorisation pour que les mesures opérationnelles ci-après soient prises afin de permettre une observation efficace des frontières du Kosovo (République fédérale de Yougoslavie) et d'écarter le risque de contagion de la crise, comme l'a déjà demandé le Président en exercice :

- Les moyens de surveillance dont sont dotées la présence de l'OSCE en Albanie et, le cas échéant, la Mission de l'OSCE à Skopje seront provisoirement renforcés en vue de l'accomplissement de ces tâches;
- Les différents chefs de mission rendront compte régulièrement de leurs observations;

5. Prie les représentants des pays membres de la Troïka de l'OSCE accrédités à Belgrade de coordonner les dispositifs mis en place pour que les diplomates représentant les États membres de l'OSCE assurent en permanence la surveillance de la situation au Kosovo. Le Conseil permanent sera tenu informé des constatations l'intéressant;

6. Demande aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie

- De mettre fin à l'utilisation excessive de la force au Kosovo, d'enquêter activement sur les exécutions sommaires qui ont été rapportées et d'accepter qu'il y ait une enquête internationale sur la question, et de faire passer en justice ceux qui en seraient constatés responsables;
- De collaborer sans réserve avec le Représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE pour la République fédérale de Yougoslavie, M. Felipe Gonzalez;
- D'engager avec les représentants des Albanais du Kosovo un dialogue constructif menant à des mesures concrètes en vue de résoudre les problèmes politiques qui se posent actuellement dans la région;
- D'autoriser le Comité international de la Croix-Rouge et les autres organisations humanitaires à pénétrer au Kosovo;
- De mettre en application sans tarder l'Accord sur l'enseignement et de rechercher des accords sur d'autres mesures de confiance;
- D'accepter sans conditions préalables le retour immédiat des missions de longue durée de l'OSCE au Kosovo, au Sandjak et en Voïvodine, étant entendu que le retour de ces missions est une des conditions de la participation future de la République fédérale de Yougoslavie à l'OSCE.

-----